

DÈS SEPTEMBRE MOBILISONS-NOUS !

L'année scolaire 2020-2021 s'est achevée dans un climat de tension autour des examens (Bacs et DNB) et dans la désorganisation la plus totale. Partout, les personnels sont épuisés par des années de dégradation de leurs conditions de travail individuelles et collectives, par l'empilement de contre-réformes qui détruisent profondément le service public d'éducation et précarisent tous les secteurs de l'Éducation.

Dès cette rentrée, il est urgent de stopper la politique actuelle et d'exiger des moyens pour développer un système d'Éducation ambitieux et respectueux des personnels et des élèves !

Des attaques incessantes contre l'École et nos métiers

Loi de transformation de la Fonction publique :

- ✓ opacité de gestion des carrières (fin des CAP...);
- ✓ individualisation des carrières et rémunérations...

ABROGATION !



Austérité budgétaire et précarité :

- ✓ budget insuffisant et non utilisé entièrement;
- ✓ suppressions de postes, recours accru aux personnels contractuels;
- ✓ rémunérations et statuts indignes (AESH, AEd...)...

INACCEPTABLE !

Réformes du Bac et des lycées :

- ✓ accentuation du caractère inégalitaire du système et du tri social;
- ✓ explosion du cadre national des diplômes;
- ✓ impréparation globale des examens et persistance des oraux discriminants...

ABROGATION !

Un Grenelle en embuscade :

- ✓ revalorisations insuffisantes, recours à l'indemnitaire source d'inégalités, contreparties exigées, statuts menacés...
- ✓ création de hiérarchies intermédiaires et dérive managériale;
- ✓ concurrence entre collègues développée, multiplication des postes à profil...
- ✓ revalorisations avec contreparties...

INACCEPTABLE !

Pour une revalorisation salariale sans contrepartie

Ensemble, exigeons :

- des revalorisations salariales qui concernent l'ensemble des personnels sans exception et sans contrepartie ;
- un plan pluriannuel de revalorisation afin d'obtenir un rattrapage des pertes salariales subies depuis des décennies ;
- une revalorisation salariale immédiate de 400 €, une hausse de la valeur du point d'indice et une amélioration des grilles indiciaires.

Pour aujourd'hui, mais aussi pour demain exigeons un plan d'urgence !

Des écoles et établissements à taille humaine (maximum 200 élèves ou 10 classes à l'école, 500 élèves en collège).

Des recrutements massifs de personnels (enseignant-es, ATSS, AESH, de Vie Scolaire, territoriaux...) pour couvrir les besoins.

Un plan de titularisation des précaires sans condition de concours ni de nationalité.

Des classes ne dépassant pas 20 élèves (24 en lycée) voire 15 en éducation prioritaire, en maternelle ou en multi-niveaux.

URGENCE

La création de vrais statuts pour les AESH et AEd.

Des écoles et établissements correctement équipés (en sanitaires et moyens pédagogiques-informatiques) et en nombre suffisant.

Une Éducation prioritaire de la maternelle au Bac avec des moyens cadrés nationalement, donnant plus à ceux et celles qui ont le moins.

Une réelle formation initiale et continue pour mieux armer les personnels.

Des capteurs de CO2 dans toutes les classes et des purificateurs d'air pour les lieux clos



La CGT Educ'action, dans le cadre de l'Intersyndicale FSU-CGT-SUD-FO, appelle tous les personnels à se réunir dès la rentrée. Nous soutiendrons toutes les mobilisations afin de construire une grève forte le 23 septembre, étape nécessaire pour commencer à faire changer le rapport de force en notre faveur !